

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Ce n'est toujours pas clair

On n'attendait pas grand-chose des conférences du groupe des 19 (plus la Corée du Sud) qui se sont déroulées les 19 et 20 mai, car l'objectif de cette réunion de deux jours ne consistait pas à réaliser une percée dans les négociations de Doha cette semaine. Cependant, l'on aurait espéré que cette congrégation de hauts fonctionnaires aurait au moins permis de clarifier, un peu, où se situent les pourparlers et proposé d'éventuelles voies à suivre pour concourir à faire avancer les choses. Ce ne fut guère le cas. Cependant, grâce en partie à l'Argentine, à la Chine et à l'Inde, qui ont présenté un document énumérant les secteurs du projet de modalités qui doivent être clarifiés, les consultations de cette semaine ont permis de mettre au grand jour ce que beaucoup savaient déjà : qu'il reste davantage à régler ou discuter au niveau technique que les 10 « questions entre crochets ou autrement annotées ».

Réunions du G-19

L'UE et l'Inde ont accueilli les 19 et 20 mai les réunions du G-19 (Argentine, Australie, Barbade, Burkina Faso, Brésil, Canada, Chine, Égypte, UE, Inde, Indonésie, Japon, Maurice, Mexique, Afrique du Sud, Suisse, É.-U., Zambie), qui ont porté respectivement sur le processus et sur les incidences politiques dont on aura besoin pour faire avancer le Programme de Doha pour le développement (PDD). Le groupe a également invité la Corée du Sud à se joindre aux pourparlers, car Séoul doit accueillir le second sommet du G-20 en novembre.

Ce que la plupart des membres ont emmené des réunions, si ce n'est que les pourparlers en table ronde au cours desquels chaque représentant a répété sa position commerciale, c'est que l'on a demandé aux É.-U. de réduire leur ambition à l'égard de l'accès aux marchés. Selon les délégués, l'échange franc entre les hauts fonctionnaires a débouché sur la reconnaissance qu'un accord sur Doha est peu probable cette année et que pour que les membres parviennent à s'entendre sur les modalités, les É.-U. devront prouver qu'ils sont prêts à participer sérieusement aux pourparlers.

Jusqu'à présent, la Chine, le Brésil et l'Inde ont prétendu que les revendications des É.-U. à l'égard de l'accès aux marchés, portant pour la plupart sur les produits industriels (produits chimiques, machines et produits électroniques) étaient irréalistes.

Des sources ont déclaré que les É.-U. ont fait circuler environ un millier de lignes tarifaires pour lesquelles ils demanderont des ouvertures supplémentaires des marchés en Chine. Selon un fonctionnaire indien, ce chiffre s'établissait aux environs de 2 000, et le Brésil a jadis effectué une analyse dont les résultats indiquaient que les revendications des É.-U. à l'égard des négociations sectorielles lui coûteraient des centaines de millions de dollars en pertes économiques par an.

Les pays attendent également que les É.-U. déposent des revendications dignes de foi, et, ce qui est plus important encore, qu'ils décrivent clairement ce qu'ils sont prêts à céder en échange de leurs demandes en matière d'accès aux marchés. Sur ce point, d'aucuns s'attendent à ce que les É.-U. abaissent encore leur SGEDE sous la barre des 13 milliards de dollars (aux environs de 12 milliards de dollars). D'autres, comme l'Inde, demandent une augmentation correspondante de l'accès aux marchés dans d'autres secteurs du PDD, comme les services par exemple.

Il est prévu que les pourparlers, qui ont commencé à Genève, débordent sur Paris, où plusieurs ministres devraient se réunir en marge du Forum annuel de l'OCDE, le 27 mai.

Consultations sur l'agriculture

Comme le G-19 a monopolisé la scène des négociations à Genève cette semaine, le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a tenu entretemps des pourparlers ouverts sur les modèles, en même temps que des consultations en petits groupes sur le fond, particulièrement sur la question du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement.

La carte routière de l'UE

Les pourparlers sur les modèles ont été dominés par l'exposé présenté par l'UE sur la « carte routière », décrivant ce dont on pourrait avoir besoin pour renforcer l'engagement en matière d'accès aux marchés des membres; il comportait un graphique complexe faisant remonter les engagements finaux jusqu'aux divers niveaux de données et de calculs à l'appui fondés sur le projet de modalités actuel.

L'exposé a été présenté afin de simplifier l'activité décrite comme étant compliquée par bon nombre de membres, plus particulièrement les membres en développement. Le projet de graphique de l'UE, d'après ce que l'on a dit, décrit par le menu détail les tableaux et les modèles qui doivent être créés, ce que les membres ont trouvé utile, car il serait d'un grand secours de pouvoir visualiser diverses propositions (un projet de tableau, des données ou des calculs à l'appui) lorsque les membres examinent une question particulière.

Cependant, certains membres, notamment le G-20, groupe de pays en développement, a fait valoir que quelques modèles devront attendre jusqu'à ce que les questions en suspens des modalités aient été réglées. Néanmoins, les sources ont déclaré que pour ainsi dire tous les orateurs ont loué l'initiative de l'UE, qui devrait être imitée par l'Australie pour les deux autres piliers des négociations, c'est-à-dire le soutien interne et la concurrence à l'exportation.

Problèmes de modalités

Les pourparlers sur les modalités se sont principalement concentrés sur le MSS et ont ciblé principalement les analyses du G-33 sur les dispositions pour les petites économies vulnérables et la « répartition proportionnelle »¹.

M. Walker a déclaré aux membres qu'il avait relevé que les délégations indiquaient qu'elles partageaient l'objectif consistant à concevoir la sauvegarde de façon à ce qu'elle soit prévisible et permette aux pays en développement de composer avec des augmentations subites des importations problématiques, sans pour autant entraver les importations lorsqu'elles augmentent par suite d'une hausse de la demande.

Entre-temps, l'Australie et le Canada ont diffusé une analyse du MSS fondé sur le volume en réaction à un document déposé par le G-33 récemment. Les résultats de l'analyse indiquent que pour des produits et des marchés particuliers, le MSS pourrait se déclencher chaque année, se soldant par de considérables pertes commerciales. De la façon dont il est défini à l'heure actuelle, « de 19 % à 74 % des importations agricoles totales (en termes de valeur) pourraient être assujetties à un MSS annuellement », d'après ce qu'ont découvert les auteurs du document, ajoutant que le mécanisme pourrait éventuellement être déclenché au moins une fois pour 85 % à 90 % de l'ensemble des lignes tarifaires agricoles sur un horizon temporel relativement court (5 à 10 ans).

Selon les sources, le document n'a pas été tellement bien reçu par les membres du G-33, qui ont demandé quelque temps pour l'analyser. Le groupe aura l'occasion de répondre lors des prochaines consultations que le président tiendra avec l'ensemble des membres et qui doivent se dérouler pendant la semaine du 5 juillet. Entre-temps, M. Walker a encouragé les membres à continuer de se consulter les uns les autres « intensivement ».

¹ Il s'agit d'une proposition d'adapter le calcul pour le déclenchement du MSS de façon à ce qu'il tienne compte de l'effet d'un MSS lors d'une période antérieure. Les importations lors d'une période antérieure, lorsqu'une sauvegarde était en place, pourraient être moindres que la tendance générale. Par conséquent, la sauvegarde antérieure risque d'exagérer une augmentation subite des importations lors d'une année subséquente, déclenchant une nouvelle fois l'utilisation de la sauvegarde.

Prochains événements

- Consultations sur l'agriculture, 5 juillet 2010
- Forum de l'OCDE de 2010, 26-27 mai 2010, Paris
- Conférence des ministres du commerce de l'APEC, le 5-6 juin 2010, Sapporo
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8 et 9 juin 2010, Paris
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010, Toronto
- Conseil général, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Forum public de l'OMC, 15-17 septembre 2010
- Sommet du G-20, 11-12 novembre 2010, Séoul
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris